

**Communauté
d'universités
et établissements
de Toulouse**



Comue de Toulouse

41 allées Jules Guesde

CS 61321

31013 TOULOUSE CEDEX 6

Tél : 05 61 14 80 11

Agissant au nom et pour le compte de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse

Marché n°2026-020

Mission de Contrôleur Technique de la construction pour la réalisation de la deuxième tranche de travaux de rénovation du bâtiment de TP 6.2 sur le campus de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse

Procédure adaptée en application des articles R2123-1 et R2123-4 à R2123-7 du code de la commande publique

**ACTE D'ENGAGEMENT VALANT CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(AE-CCP)**

SOMMAIRE

Article 1 - Identification et engagement du titulaire ou du groupement titulaire	4
Article 2 – Objet du marché	5
Article 3 – DISPOSITIONS GENERALES	5
3.1 Mode de passation	5
3.2 Décomposition du marché	5
Article 4 – CONTEXTE	5
Article 5 – Intervenants	5
5.1 Maître d'ouvrage	6
5.2 L'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage	6
5.3 Maîtrise d'œuvre	6
5.4 Coordinateur sécurité et protection de la santé	6
5.5 Ordonnancement, pilotage et coordination	6
Article 6 – Pièces constitutives du marché	7
Article 7 – Obligations générales du titulaire	7
Article 8 – Contenu détaillé des prestations	9
8.1 Nature des missions	9
Article 9 – MODALITES D'EXECUTION	9
9.1 Généralités	9
9.2 Support et modalités d'échanges	10
9.3 Organisation des travaux	10
9.4 Intervention en phase conception	11
9.4.1 Intervention en phase APS	11
9.4.2 Intervention en phase APD	12
9.4.3 Intervention dans la phase relative au dossier de demande de permis de construire	12
9.4.4 Intervention en phase PRO	12
9.5 Intervention en phase de réalisation des travaux	12
9.6 Vérification initiale des installations électriques	13
9.7 Intervention pendant la période de garantie de parfait achèvement	13
9.8 Délais maximum d'établissement des livrables en phase études et travaux	14
9.9 Délais d'approbation des documents par le maître d'ouvrage :	14
Article 10 - Sous-traitance	15
Article 11 – Montant du marché	15
Article 12 – Détermination des prix de règlement – Modalités de règlement	16

12.1 Acomptes	16
12.2 Modalités de règlement des comptes	17
Article 13 – Durée de la mission – pénalités	19
13.1 Durée de la mission	19
13.2 Pénalités	19
Article 14 – Avance	20
Article 15 – ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	20
Article 16 – Résiliation du marché	21
16.1 Résiliation du marché aux torts du titulaire	21
16.2 Exécution de la prestation aux frais et risques	21
Article 17 – Différends et litiges	21
Article 18 – Assurances	21
Article 19 - Dérogations CCAG PI	22
ARTICLE 20 - Signature	22
20.1 – Signature du marché public par le titulaire individuel :	22
20.2 – Signature du marché public en cas de groupement :	22
20.3 – Identification et signature de l'acheteur	24

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION ET ENGAGEMENT DU TITULAIRE OU DU GROUPEMENT TITULAIRE
--

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public indiquées à l'article 6 du présent document et conformément à leurs clauses,

☐ le signataire

☐ s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du soumissionnaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☐ engage la société sur la base de son offre ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du soumissionnaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☐ l'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet une mission de contrôleur technique de la construction pour la réalisation de la deuxième tranche de travaux de rénovation du bâtiment de TP 6.2 sur le campus de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse (ENVT) située 23 chemin des Capelles, Toulouse.

Le détail de la mission se trouve dans le présent acte d'engagement valant Cahier des Clauses Particulières (AE-CCP).

Le descriptif de l'opération précitée est indiqué dans le document intitulé « Synthèse du Programme ».

La consultation de maîtrise d'œuvre est en cours, la mission sera notifiée prochainement.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS GENERALES

3.1 Mode de passation

La consultation est passée dans le cadre d'une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles R2123-1 et R2123-4 à R2123-7 du code de la commande publique.

3.2 Décomposition du marché

La mission objet du marché ne peut être répartie en plusieurs prestations distinctes. Ainsi, il n'est pas prévu de décomposition en lots.

ARTICLE 4 – CONTEXTE

▪ **Maître d'ouvrage délégué et Pouvoir adjudicateur**

Le maître d'ouvrage délégué et pouvoir adjudicateur (PA), désigné dans le présent AE-CCP sous le nom « Comue »,
est la Communauté d'universités et établissements de Toulouse agissant au nom et pour le compte de l'ENVT en vertu d'une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage.

Le représentant de la maîtrise d'ouvrage dûment habilité est le président de la Comue. La coordination de la mission de maîtrise d'œuvre est assurée par un chef de projets du Pôle Immobilier et Aménagement (PIA) du Service Patrimoine et Moyens Généraux (SPMG) de la Comue.

▪ **Exploitant :**

Le bâtiment est exploité par la Direction Patrimoine & Logistique de l'ENVT.

▪ **Mainteneur :**

Le bâtiment est maintenu par des entreprises extérieures.

ARTICLE 5 – INTERVENANTS

5.1 Maître d'ouvrage

La Communauté d'universités et établissements de Toulouse (Comue) agissant au nom et pour le compte de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse (ENVT) en vertu d'une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage :

Comue de Toulouse
41 allées Jules Guesde
CS 61321
31013 Toulouse Cedex 6

Nom, prénom et qualité du signataire du marché :

Monsieur le président de la Comue de Toulouse, Michael Toplis

Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R2191-59 à 62 du code de la commande publique :

Madame l'agent comptable de la Comue de Toulouse, Cécile Fromion

marche@univ-toulouse.fr

Désignation, adresse, téléphone du comptable assignataire :

Madame l'agent comptable de la Comue de Toulouse, Cécile Fromion

Comue de Toulouse
41 allée Jules Guesde
CS 61321
31013 Toulouse Cedex 6

5.2 L'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage

Dans le cadre de cette opération, la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage est assurée par l'entreprise 2BConcept, il sera dénommé « l'AMO ».

5.3 Maîtrise d'œuvre

Dans le cadre de cette opération, la mission de maîtrise d'œuvre sera assurée par un groupement en cours de consultation à ce stade, il sera dénommé « le maître d'œuvre ».

5.4 Coordinateur sécurité et protection de la santé

Le coordonnateur intervient dans les conditions fixées par les articles L. 4211-1 et 2, L. 4531-1 à 3, L. 4532-1 à 18 et R. 4532-1 à 4533-7 du Code du travail. Il intervient dans le cadre d'une mission de catégorie 2.

Le bâtiment TP6.2 est soumis aux dispositions ERP.

La consultation concernant le coordinateur sécurité et protection de la santé de cette opération sera publiée ultérieurement, il sera dénommé « le CSPS ».

5.5 Ordonnancement, pilotage et coordination

L'ordonnancement, la coordination et le pilotage du projet ont pour objet :

- pour l'ordonnancement et la planification, d'analyser les tâches élémentaires portant sur les plannings prévisionnels lors des études de conception, des études d'exécution

et des travaux, de déterminer leurs enchaînements ainsi que le chemin critique, par des documents graphiques, et de proposer des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux et une répartition appropriée des éventuelles pénalités ;

- pour la coordination, d'harmoniser dans le temps et dans l'espace les actions des différents intervenants au stade des travaux et, le cas échéant, de présider le collège interentreprises d'hygiène et de sécurité ;
- pour le pilotage, de mettre en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans le ou les contrats de travaux, les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

Dans le cadre de cette opération, la mission d'ordonnancement, pilotage et coordination n'est pas comprise dans la mission de la maîtrise d'œuvre et sera publiée ultérieurement, il est dénommé ci-après « l'OPC ».

ARTICLE 6 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont, par ordre de priorité décroissant :

- Le présent document faisant office d'acte d'engagement et de cahier des clauses particulières et ses quatre annexes :
 - Annexe 1 : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), annexe financière à l'AE-CCP
 - Annexe 2 : la synthèse du Programme
 - Annexe 3 : le calendrier prévisionnel
 - Annexe 4 : l'arrêté de poursuite d'exploitation suite à travaux
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 pour les stipulations découlant de la mission en objet du présent marché et suivant les préconisations indiquées au présent document
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés de contrôle technique approuvés par décret n° 99-443 du 28 Mai 1999 et la Norme NF P 03-100.
- L'offre technique du titulaire

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

Il est précisé que les délais inscrits dans le présent document pour la remise des attendus du titulaire sont des délais en jours ouvrés par **dérogation à l'article 3.2.2 du CCAG PI**.

Le titulaire exerce sa mission pour le compte du maître d'ouvrage auprès de tous les intervenants et d'une manière générale, de tout intervenant à un titre quelconque dans

l'opération. Son intervention ne modifie en rien les responsabilités découlant du statut et des obligations de chacun.

Le titulaire organisera des réunions ou groupes de travail qu'il estime indispensables au bon déroulement de sa mission.

Le titulaire a accès à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre, ce dernier le rendant destinataire de tous les documents intéressant sa mission.

Le contrôleur technique doit examiner les dispositions prises, les calculs effectués et les plans fournis par tous les intervenants dans la conception et la réalisation de l'ouvrage au regard des dispositions réglementaires et des normes en vigueur et ce dans les domaines d'intervention le concernant rappelés ci-après.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au maître de l'ouvrage ;
- la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but il doit notamment signaler au maître de l'ouvrage, les essais qu'il estimerait nécessaires ;
- le contrôle ne porte que sur les parties visibles ou accessibles au moment de l'intervention du contrôleur technique qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif. Toutefois, des opérations de démontage ou sondage destructif peuvent être effectuées à la diligence du maître de l'ouvrage, après demande dûment motivée du contrôleur technique ;
- les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet dans l'offre du titulaire ;

En cas de changement d'une ou plusieurs personnes de l'équipe dédiée au marché en cours d'exécution il sera fait application des dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI. Cependant, **et par dérogation à l'article 3.4.2 du CCAG PI** les délais pour la présentation d'un remplaçant, son acceptation et/ ou récusation et une éventuelle nouvelle proposition sont de 10 jours ouvrés.

Il est présent sur le chantier en tant que de besoin, et assiste de droit à toutes les réunions de chantier. Le titulaire effectuera autant de visites du chantier qui sera nécessaire à la conduite de sa mission.

Ces réunions et visites feront l'objet de comptes-rendus établis par le titulaire. Les délais accordés au titulaire pour la rédaction des comptes-rendus de réunions seront de **3 jours ouvrés à compter de la tenue de la réunion**.

Le titulaire transmettra les documents et compte rendu en version informatique par mail à tous les intervenants.

Le contrôleur technique pour exercer sa mission doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'agrément portant sur les domaines concernés par ledit marché sous peine de résiliation immédiate du marché aux frais et risques du titulaire.

L'agrément ministériel prévu par l'article article R125-1 du Code de la Construction et de l'Habitation doit dater de moins de 5 ans.

Pour l'application de l'article 4.1.5 de la norme NFP 03-100, il est précisé que pour l'ensemble de l'opération, dans le silence du maître d'ouvrage sur la suite à donner aux avis du contrôleur

technique dans un délai de 15 jours, l'avis doit être pris en compte par la maîtrise d'œuvre et la (ou les) entreprise(s) concernée(s).

ARTICLE 8 – CONTENU DETAILLE DES PRESTATIONS

8.1 Nature des missions

Il est rappelé que les stipulations du présent marché concernent les prestations intellectuelles nécessaires à l'exercice du rôle de contrôleur technique tel que défini dans le Code de la construction et de l'Habitation

Le contrôle technique intervient dans les conditions fixées pour chaque mission par le décret 99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales et par les articles de la norme NFP 03-100 cités dans le CCTG.

Les missions qui lui sont confiées comprennent les missions de base suivantes :

- Mission LP : comprenant la mission L relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables et la mission P1 relative à la solidité des éléments d'équipement dissociables.
- Mission LE : relative à la solidité des existants.
- Mission SEI : Conditions de sécurité des personnes dans les ERP.
-

Ainsi que les missions particulières relatives :

- Mission F : Fonctionnement des installations.
- Mission VIEL : Vérification Initiale des Installations Électriques
- Mission TH : Isolation thermique et économies d'énergie
- Mission HAND : Accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- Mission ATT Hand : Attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées

Le contenu de ces missions est défini :

- à l'annexe A du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés de contrôle technique approuvé par décret n° 99-443 du 28 Mai 1999 ainsi que la Norme NF P 03-100 et complété par le présent document.
- par l'arrêté du 26 décembre 2011 relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants.

ARTICLE 9 – MODALITES D'EXECUTION

9.1 Généralités

Pour permettre et faciliter l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître de l'ouvrage ou son représentant :

- informe tous les intervenants des dispositions qui les concernent dans les conditions du présent marché,
- remet au titulaire la copie du permis de construire et la déclaration d'ouverture de chantier,

- fournit, en tenant compte des délais nécessaires à ces opérations, tous renseignements, justificatifs et documents techniques utiles à l'accomplissement de la mission, ainsi que toute pièce modificative,
- indique l'usage précis auquel il destine les ouvrages sur lesquels porte le contrôle ainsi que les sujétions particulières inhérentes à cet usage,
- donne librement accès aux chantiers et autres lieux d'intervention et, d'une façon générale, fournit toute facilité pour l'exercice de la mission sans perte de temps ou incidence financière et dans des conditions de sécurité satisfaisantes,
- prévient, en temps utile, des dates de commencement des travaux de chaque entreprise spécialisée et des phases essentielles de leur exécution,
- prévient, en temps utile, des dates de réception,
- communique, si une intervention était demandée pendant la période de parfait achèvement, les procès-verbaux de réception et les plans de récolement.

Le titulaire intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement pendant laquelle les interventions du titulaire sont demandées par le représentant du maître d'ouvrage.

9.2 Support et modalités d'échanges

L'ensemble des échanges et transmissions de données sera intégralement dématérialisé.

- Les diffusions à destination du titulaire pourront être soit par mail soit par invitation à consulter / télécharger les éléments soumis à avis sur une plateforme/GED qui serait déployée par la maîtrise d'œuvre ;
- Les avis et rapports émis par le titulaire seront diffusés par mail aux acteurs concernés dont les coordonnées seront précisées lors de la réunion de lancement.

9.3 Organisation des travaux

Le bâtiment TP6.2 a fait l'objet d'une 1^{ère} tranche de réhabilitation, livrée en 2022.

Les travaux de la présente opération seront réalisés en coactivité avec ces locaux.

Afin de permettre une reprise de l'activité pédagogique en septembre 2028, les travaux devront être terminés en mai 2028.

L'enveloppe financière prévisionnelle destinée aux travaux est de 1 649 000 € HT en date de valeur de juin 2025. Elle comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme.

L'allotissement prévu pour le marché de travaux est le suivant :

- Curage/ Désamiantage
- Terrassement/VRD
- Gros-œuvre
- Charpente-couverture
- Menuiseries extérieures
- Cloisons / Faux-plafonds

- Menuiseries Intérieures
- Revêtements sols et murs
- CVC / Plomberie
- Courants forts et faibles
- Monte-charge

9.4 Intervention en phase conception

Pour rappel les interventions du titulaire en phase de conception se dérouleront lors des phases :

- DIAG – Diagnostic
- APS - Etudes d'Avant-Projet Sommaire
- APD - Etudes d'Avant-Projet Définitif
- Dossier de demande de permis de construire
- PRO – Études de Projet
- ACT – Assistance pour la passation des marchés de travaux

L'intervention du titulaire en phase de conception correspond à la phase « Examen des documents de conception » telle que décrite à l'annexe B du CCTG applicable aux marchés de contrôle technique, compte tenu des précisions et compléments ci-après.

Durant toute la conception, le titulaire participera aux réunions organisées par le maître d'ouvrage dont l'ordre du jour est en lien avec ces missions et à minima, à une réunion mensuelle.

Lors de ces réunions, et entre celles-ci le titulaire examinera les documents de conception au fur et à mesure de leur réalisation, émettra ses avis et proposera le cas échéant les solutions supplétives qu'il jugera opportun concernant la réglementation en vigueur et les dérogations possibles dans ce cas.

Ces avis seront récapitulés à chaque phase d'étude définie ci-après dans le rapport qui sera remis au maître d'ouvrage à l'issue de chacune de ces phases. Les rapports pourront être transmis au format dématérialisé « pdf » et intégré à la plateforme de gestion des plans si cette dernière est en fonctionnement.

A la fin la phase PRO/DCE, le titulaire adresse au maître de l'ouvrage le rapport initial de contrôle technique (RICT).

9.4.1 Intervention en phase APS

Le titulaire remettra notamment dans le cadre de son intervention en phase APS :

- Une note de présentation et d'analyse qui est transmise à l'appui du dossier d'avis sur travaux à la Commission de Sécurité. Cette note de présentation devra préciser les caractéristiques du projet en regard de la sécurité, sa conformité aux règlements ou à défaut les dérogations demandées et leurs justifications ;
- Une note de présentation et d'analyse qui est transmise à l'appui du dossier de Permis de Construire précisant les caractéristiques du projet eu égard de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite, sa conformité aux règlements ou à défaut les dérogations demandées et leur justifications.

9.4.2 Intervention en phase APD

Le titulaire participera aux réunions de présentation du projet aux organismes chargés de l'instruction du permis de construire qui auront lieu pendant cette phase d'études.

Les conditions de l'appel d'offres et notamment la définition des lots seront réalisées lors de cette phase. Le titulaire examinera ces conditions pouvant avoir une incidence d'ordre technique sur les ouvrages et équipements soumis au contrôle, et notamment la qualification exigée des entreprises.

9.4.3 Intervention dans la phase relative au dossier de demande de permis de construire

Dans le cadre de la phase relative au dossier de permis de construire, le titulaire participe à la rédaction des pièces prévues dans le cadre du permis de construire, en collaboration avec le maître d'œuvre.

Pour la préparation du dossier de permis de construire ou de la demande d'autorisation de travaux, le titulaire devra assister aux réunions préparatoires éventuellement nécessaires avec les services de prévention.

9.4.4 Intervention en phase PRO

Le rapport du titulaire remis à l'issue de cette phase constituera le Rapport Initial du Contrôleur Technique au sens du CCTG applicable aux marchés publics de contrôle technique, qui comportera notamment :

- L'examen des hypothèses retenues pour la détermination des caractéristiques techniques des ouvrages et des éléments d'équipement soumis au contrôle et destinés à la consultation des entreprises ;
- L'examen et les avis sur la liste des documents techniques de référence listés par la maîtrise d'œuvre dans les CCTP (CCTG, normes NF et européennes, DTU, etc.),
- L'examen et les avis sur les cahiers des charges des essais et mesures prévus aux CCTP ;

9.5 Intervention en phase de réalisation des travaux

Pour rappel les interventions du titulaire en phase de réalisation des travaux se dérouleront lors des phases :

- EXE – Études d'exécution et cellule de synthèse
- VISA-DET – Visa des plans d'exécution et direction de l'exécution du contrat de travaux
- TRVX – Réalisation des travaux et essais
- AOR – Assistance aux opérations de réception et suivi de la GPA
- GPA - Garantie de parfait achèvement

L'intervention du titulaire pendant l'exécution des travaux comporte autant de visites de chantier qu'il est nécessaire pour renseigner le représentant du maître d'ouvrage sur le respect, par les entreprises, des clauses concernant le calcul, le dessin des détails d'exécution, sur la qualité de l'exécution et les dispositions prises pour l'assurer, notamment lors des phases particulièrement importantes de celle-ci.

La mission du titulaire peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction a été normalement surveillée et qu'elle est appropriée au projet ; dans ce but il doit notamment signaler au représentant du maître d'ouvrage les essais qu'il estime nécessaires.

Les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet. Ces avis sont adressés directement au maître d'œuvre et à l'OPC par le titulaire qui en adresse également une copie au maître d'ouvrage et à l'entreprise concernée.

La mission du titulaire comporte notamment les éléments suivants :

- Examen des documents d'exécution : plans d'exécution et notes de calculs établis par les entreprises, visas des plans d'exécution, des plans de phasage, des procès-verbaux d'essais, avis techniques et notes de calcul ;
- Examen sur chantier des ouvrages et des éléments d'équipements et établissement de comptes rendus de conformité(s) ou d'anomalie(s) suite aux examens sur le chantier ;
- Récapitulatifs mensuels des avis émis non suivis d'effet ou en attente de réponse ;
- Participation aux essais et vérification de leurs résultats ;
- Participation aux opérations préalables à la réception et à la remise des ouvrages : le titulaire, informé de la date à laquelle il est procédé aux opérations préalables à la réception, fournit avant cette date au représentant du maître d'ouvrage, un rapport récapitulatif signalant en particulier ceux de ses avis qui n'ont pas été suivis d'effet ;
- Fourniture des documents établissant la conformité des ouvrages construits aux dispositions relatives à la sécurité incendie du bâtiment
- Établissement d'un Rapport Final de contrôle technique (RFCT)

9.6 Vérification initiale des installations électriques

La mission de contrôle comporte la visite initiale de vérification des installations électriques conformément au décret du 10 octobre 2000 et du 14 novembre 1988. Cette part de mission comprend l'établissement du rapport de visite initiale conformément au décret du 10 octobre 2000 et du 14 novembre 1988.

Le rapport VIEL devra comporter les schémas électriques (fournis par l'entreprise) des installations vérifiées.

9.7 Intervention pendant la période de garantie de parfait achèvement

Durant la période de garantie de parfait achèvement, la mission du titulaire comporte les mêmes missions que pendant la phase de réalisation pour les travaux qui sont réalisés durant cette période.

Un mois au plus tard avant la fin du délai de garantie de parfait achèvement, le maître d'ouvrage organise une visite de fin de délai de parfait achèvement.

Au cours de cette visite à laquelle sont conviés le maître d'œuvre, les entreprises concernées et le titulaire, le maître d'ouvrage ou son représentant effectue un constat de l'ensemble des désordres et dysfonctionnements qui subsistent à la date considérée. Ce constat reprend l'ensemble des défauts signalés et inclut les remarques du titulaire. La visite fait l'objet d'un procès-verbal établi par le MOA.

A l'issue de cette période, il établit la mise à jour du RFCT, ce second rapport récapitulatif reprenant un plan identique au rapport précédent.

9.8 Délais maximum d'établissement des livrables en phase études et travaux

	Point de départ des délais d'analyse et de rédaction	Délais maximum (jours ouvrés)
Avis sur Diagnostic (DIAG)	Réception des études DIAG	7 jours
Avis sur Etudes d'avant-projet (APS)	Réception des études APS	7 jours
Avis sur Etudes d'avant-projet (APD)	Réception des études APD	7 jours
Avis sur dossier de permis de construire au MOA pour approbation	Réception du dossier PC	7 jours
Avis sur Etudes de projet (PRO) Dont dossier de consultation des entreprises (DCE) finalisé	Réception des études PRO	10 jours
Diffusion du rapport initial de contrôle technique (RICT)	Après validation des études PRO	10 jours
Diffusion du rapport de vérifications réglementaires après travaux (RVRAT)	Avant la visite de la commission de sécurité et accessibilité	20 jours
Diffusion du rapport final de contrôle technique (RFCT)	Avant la visite de la commission de sécurité et accessibilité	20 jours

9.9 Délais d'approbation des documents par le maître d'ouvrage :

Par **dérogation à l'article 28.2 du CCAG PI**, la décision du maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, ou d'ajourner ou de rejeter les livrables intervient dans un délai de 20 jours ouvrés (*) à compter de la réception des documents (indiqués à l'article 9.8).

*Hors période de fermeture de l'établissement

La décision du maître d'ouvrage prendra la forme d'un mail avec accusé de réception envoyé au titulaire.

Dans le cas où la décision du maître d'ouvrage conduirait à un ajournement, réfaction ou rejet du livrable, les délais laissés au contrôleur technique pour reprendre les prestations seront précisés dans le mail envoyé au titulaire, par **dérogation à l'article 29 du CCAG PI**.

Le pouvoir adjudicateur pourra demander, jusqu'à la validation définitive des prestations, autant de fois que nécessaire des compléments, améliorations ou mises au point, et ce à la charge du titulaire. Ces demandes ne feront donc pas l'objet d'une facturation de la part du titulaire.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au contrôleur technique dans les délais définis ci-dessus, la prestation est considérée comme acceptée, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 29 du CCAG PI.

ARTICLE 10 - SOUS-TRAITANCE

Les dispositions du Code de la commande publique relatives à la sous-traitance dans les marchés publics (articles L. 2193-1 et suivants et R. 2193-1 et suivants) et les articles R. 2152-7 à R. 2152-8 et R. 2152-11 à R. 2152-12 du Code de la commande publique sont applicables.

Il est précisé par ailleurs que : les personnes physiques appelées à intervenir dans ce cadre devront présenter des garanties de compétences professionnelles au moins équivalentes, pour les tâches à effectuer, à celles des du titulaire.

A défaut, le représentant du maître d'ouvrage pourra récuser le sous-traitant proposé.

ARTICLE 11 – MONTANT DU MARCHÉ

Sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de **mars 2025** – mois m0 -, le montant de la rémunération de la mission est de : (montant en euros, en chiffres et en lettres) :

Montant en euros : **(à préciser).**

HT : **(à préciser).**

TVA : **(à préciser).**

TTC : **(à préciser).**

Soit en toutes lettres et hors taxes :

La décomposition de ces prix figure dans le cadre du DPGF de ce marché.

En cas de recours à un cotraitant le titulaire précise si le groupement d'opérateurs économiques est :

☐ conjoint

OU

☐ solidaire

Désignation des membres	des du	Prestations exécutées par les membres du groupement
-------------------------	--------	---

groupement			
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation	RIB le cas échéant

ARTICLE 12 – DETERMINATION DES PRIX DE REGLEMENT – MODALITES DE REGLEMENT

Le marché est conclu à prix global et forfaitaire.

Les prix du marché sont révisables et sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m0 fixé au mois de remise des offres : [mars 2025](#).

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision, donnée par la formule :

$$C = 0,125 + 0,875 \text{ Im/Io}$$

dans laquelle Im et Io sont les valeurs prises par l'index ingénierie (ING) respectivement au mois m (mois de révision) et au mois m0 (mois d'origine).

Le mois m est déterminé comme suit : index du mois au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission est facturable (date indiquée sur la facture)

En application de l'article R. 2191-28 du code de la commande publique lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage doit procéder au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le maître d'ouvrage procèdera à la révision définitive dès que les index seront publiés. Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

12.1 Acomptes

En application des articles 11.2, 11.4.1 et 11.5.2 du CCAG PI, l'échéancier des paiements obéira au tableau ci-après :

Mission du titulaire	Date d'exigibilité
PHASE CONCEPTION	
Avis sur les documents phase Diagnostic	100% à la remise de l'avis sur le dernier document
Avis sur les documents établis en phase étude : APS	100% à la remise de l'avis sur le dernier document
Avis sur les documents établis en phase étude : APS	100% à la remise de l'avis sur le dernier document

Assistance à la rédaction des notices du PC	100% à la remise du PC finalisé
Avis sur les documents établis en phase étude : Examen des dossiers PRO et DCE – Rapport initial	50% à la remise de l'avis sur le dossier PRO 50% à la remise du RICT
Participation aux réunions	100% au prorata temporis d'avancement de la phase conception selon le planning d'exécution
PHASE REALISATION	
Avis sur documents EXE	100% au prorata temporis d'avancement des études et travaux selon le planning d'exécution
Contrôle et visites du chantier	100% au prorata temporis d'avancement des travaux selon le planning d'exécution
Participation aux réunions	100% au prorata temporis d'avancement des travaux selon le planning d'exécution
RVRAT	100% à la remise du RVRAT
RFCT	100% à la remise du RFCT
PHASE AOR ET GPA	
Attestations	100% à la remise des documents finalisés
Levées de réserves – mises à jour rapport définitif	100% à la remise du rapport mis à jour
Examen des travaux effectués pendant la période de parfait achèvement	100% au prorata temporis d'avancement de la période de garantie de parfaite achèvement

12.2 Modalités de règlement des comptes

Le projet de décompte correspond au montant des sommes dues au titulaire sur la base de l'exigibilité des acomptes indiquée à l'article 12.1 du présent AE-CCP, Ce montant est évalué en prix de base.

Le projet de décompte périodique comporte les éléments définis à l'article 11.4 du CCAG-PI.

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte périodique et dresse un état d'acompte périodique.

L'état d'acompte est transmis par voie dématérialisée sur le portail de facturation Chorus Pro (SIRET : 130 021 322 00016 et TVA intracommunautaire : FR12130021322, code service : indiqué sur le bon de commande) :

<https://chorus-pro.gouv.fr> ; soit

- En déposant ses factures en version PDF,
- En saisissant en ligne ses factures sur le portail.

Pour connaître les préalables techniques et toutes les informations complémentaires : <https://communaute.chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Il devra comporter les mentions prévues à l'article D2192-2 du code de la commande publique ainsi que :

- le numéro d'engagement juridique (EJ) qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ;
- le numéro de marché (2026-020) ;
- Le numéro de SIRET du maître d'ouvrage.

Le projet de décompte pour solde du titulaire est établi et transmis conformément aux dispositions prévues aux articles 11.7 du CCAG PI.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours en application de l'article R2192-10 du code de la commande publique à compter de la date de réception de la demande de paiement reçue.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert au nom du titulaire, à l'établissement bancaire suivant :

- du compte ouvert au nom de: **(à préciser)**
- à l'établissement bancaire suivant : **(à préciser)**
- de l'agence : **(à préciser)**
- sous le numéro de compte : **(à préciser)**
- IBAN : **(à préciser)**
- BIC : **(à préciser)**
- Code établissement : **(à préciser)** Code guichet : **(à préciser)** Clé RIB/RIP : **(à préciser)**

- adresse exacte de l'établissement bancaire : *(à préciser)*

Toutefois, en application de l'article L. 2193-11 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct en faisant porter les montants au crédit de leurs comptes désignés dans les avenants ou les actes spéciaux.

Il est précisé que les versements s'effectueront en euros.

ARTICLE 13 – DUREE DE LA MISSION – PENALITES

13.1 Durée de la mission

Le marché prend effet à compter de sa notification et s'achèvera à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement du marché de travaux, éventuellement prolongée.

Les délais d'exécution commenceront à courir à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage du marché envoyé au titulaire par la plateforme PLACE.

A titre prévisionnel la durée d'exécution de la mission de contrôle technique est de 27 mois, hors période garantie de parfait achèvement.

Le calendrier comprend les étapes clés suivantes :

Notification des marchés de travaux	mai 2027
Etudes d'exécution, approvisionnement	1 mois
Travaux	11 mois
Réception	mai 2028

13.2 Pénalités

L'application des pénalités sera effectuée par précompte sur les acomptes du titulaire.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le représentant du maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.3 et 14.1.2 du CCAG-PI le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités encourues et le montant des pénalités de retard sera plafonné à 15%.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, et en cas de retard, le titulaire encourt les pénalités suivantes suite à une mise en demeure du maître d'ouvrage indiquant un délai pour présenter les prestations non rendues :

➤ *Retard dans la remise des prestations objet du marché :*

En cas de retard dans la remise des prestations objet du marché, le titulaire encourt une pénalité par jour calendaire de retard fixée comme suit : 100 € HT.

➤ *Non présence à une réunion :*

En cas d'absence à une réunion où il aura été convié sans justification de sa part, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € HT.

➤ *Travail dissimulé :*

Sur demande écrite du représentant du maître d'ouvrage, en recommandé avec accusé de réception, le titulaire produira les documents visés l'article D. 8222-5 et -7 du Code du travail. Une pénalité journalière de 100 € HT sera appliquée en cas de retard dans la production des documents, dans le délai que le représentant du maître d'ouvrage aura fixé dans son courrier.

En application de l'article L8222-6 du Code du travail, le montant des pénalités est, au plus égal à 10 % du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-PI, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

ARTICLE 14 – AVANCE

Sauf en cas de refus du candidat, si les conditions de montants et de durée d'exécution du marché sont réunies, le maître d'ouvrage versera une avance prévue par les articles L. 2191-2 et R.2191-3 du code de la commande publique dans les conditions définies ci-dessous.

En application de l'article 11.1 du CCAG-PI, le maître d'ouvrage retient l'option A :

- Lorsque le candidat, ou le membre du groupement le cas échéant, est une TPE-PME au sens du code de la commande publique : le taux de l'avance est fixé à 30% en application de l'option A.11.1 du CCAG PI
- Lorsque le candidat, ou le membre du groupement le cas échéant, n'est pas une PME au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5% en application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres.

La part de l'avance versée à chaque membre du groupement est rapportée au montant identifié dans la répartition financière indiquée dans l'acte d'engagement et détaillée en annexe financière.

Dans le cas où je remplis les conditions pour en bénéficier, je renonce au bénéfice de l'avance : ☐ Non ☐ Oui

ARTICLE 15 – ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

En application de l'article 22 du CCAG PI, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à l'article 9 du présent document et accompagnées d'un prix conformément à la DPGF du marché.

La décision d'arrêter l'exécution entraîne la résiliation du marché et ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 16 – RESILIATION DU MARCHÉ

16.1 Résiliation du marché aux torts du titulaire

Le marché est résilié sans indemnité et la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %. Le pourcentage d'abattement est fixé à 15 %, si la résiliation est prononcée dans les cas prévus aux c), j) et k) de l'article 39.1 du CCAG-PI

En complément, il est spécifié que dans le cas où il manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels le titulaire est défaillant.

Le délai qui lui est accordé pour pallier cette défaillance est fixé à 21 jours à dater de la réception de la mise en demeure.

16.2 Exécution de la prestation aux frais et risques

En application de l'article 27 du CCAG-PI le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG-PI, la mise au frais et risques peut intervenir même en l'absence de décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément

ARTICLE 17 – DIFFERENDS ET LITIGES

Le tribunal administratif compétent est celui de Toulouse pour tous différends et litiges qui pourraient survenir à l'occasion de l'exécution du marché.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable.

ARTICLE 18 – ASSURANCES

Le titulaire doit être titulaire d'une police d'assurance destinée à couvrir ses responsabilités civiles professionnelles et décennale . **Par dérogation à l'article 9.1.3 du CCAG-PI** il remettra au représentant du maître d'ouvrage avant notification du marché l'attestation où devront figurer :

- les sommes assurées,
- les franchises,
- les taux des primes.

ARTICLE 19 - DEROGATIONS CCAG PI

Les dérogations apportées aux documents généraux sont explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP.

Article AE valant CCP	Article CCAG PI
6	4.1
7	3.2.2
7	3.4.2
9.9	28.1
9.9	29
13.2	14.1.3
13.2	14.1.2
13.2	14.1
13.2	3.2.4
16.2	27.1
16	27.1
18	9.1.3

ARTICLE 20 - SIGNATURE

Signature du marché public par le titulaire individuel ou, en cas groupement, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement

Attention, si le soumissionnaire (individuel ou groupement d'entreprises) a présenté un sous-traitant au stade du dépôt de l'offre et que l'acte spécial concernant ce sous-traitant n'a pas été signé par le soumissionnaire ou membre du groupement et le sous-traitant concerné, il convient de faire signer ce DC4 par le biais du formulaire ATTRI2.

20.1 – Signature du marché public par le titulaire individuel :

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

20.2 – Signature du marché public en cas de groupement :

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent le mandataire suivant (article R. 2142-23 ou article R. 2342-12 du code de la commande publique) :

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire]

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est :
(Cocher la case correspondante.)

☐ conjoint OU ☐ solidaire

☐ Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement :
(Cocher la ou les cases correspondantes.)

- ☐ pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document en cas de marché public autre que de défense ou de sécurité. Dans le cas contraire, ces documents ont déjà été fournis)
- ☐ pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document en cas de marché public autre que de défense ou de sécurité. Dans le cas contraire, ces documents ont déjà été fournis)
- ☐ ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.
(hors cas des marchés de défense ou de sécurité dans lequel ces documents ont déjà été fournis).

☐ Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement :
(Cocher la case correspondante.)

- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;
- ☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :
(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

20.3 – Identification et signature de l'acheteur

Désignation de l'acheteur

Comue de Toulouse agissant au nom et pour le compte de l'ENVT

41 Allées Jules Guesde

CS 61321

31013 TOULOUSE CEDEX 6

Tél: 05.61.14.44.74

Nom, prénom, qualité du signataire du marché public

(Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager l'acheteur qu'il représente.)

Michael TOPLIS

Président de la Comue de Toulouse ou son représentant dûment habilité

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-59 du code de la commande publique, auquel renvoie l'article R. 2391-28 du même code (nantissements ou cessions de créances)

(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)

L'agent comptable,

Comue de Toulouse

41 allées Jules Guesde – BP 61321

31013 TOULOUSE CEDEX 6

Tel: 05 61 14 93 41

Désignation, adresse, numéro de téléphone du comptable assignataire

(Joindre une annexe récapitulative en cas de pluralité de comptables.)

L'agent comptable,

Comue de Toulouse

41 allées Jules Guesde – BP 61321

31013 TOULOUSE CEDEX 6

Comue de Toulouse

Page 24 sur 25

Marché n°2026-020 : Mission de contrôle technique de la construction pour la réalisation de la deuxième tranche de rénovation du bâtiment de TP 6.2 sur le campus de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse (ENVT)

AE valant Cahier des Clauses Particulières

Tel: 05 61 14 93 41

Pour l'État et ses établissements :

A : , le

Signature
(représentant de l'acheteur habilité à signer
le marché public)